

naire d'Etriché chez lui

le. Vers midi, l'écharpe de généraire a été retrouvée, ce permis de relancer sur le sec-équipe cynophile. Le dis-à retrouver peu après, à nviron de son lieu d'habi-branchages. Les forces ées saluèrent hier soir « un travail de synergie de ». On pouvait craindre, de ne le septuagénaire, à la agile, ne puisse survivre à isième nuit passée dehors. igué, en état d'hypother- res avoir passé deux jours pluie mais conscient, il a en charge par le SAMU et npiers et conduit au CHU 15.

et des Ailes



Photo DR

figurent au sommaire

oine du Saumurois à travers ail du photographe Patrick I-Rosa qui anime sur Inter- site des « troglodites », et sion de Sandrine et David ec, grands spécialistes du paramoteur, dont l'entre- est basée à l'aérodrome de r. Il sera aussi question de ection du busard cendré et sisme avec le Parc Naturel, du château de Brissac et restauration du couvent de mette près d'Angers.

Dimanche 24 mai 2015
Stade Jean Bouin, Angers
à partir de 15h30

JN DIMANCHE DE RÊVE

atch caritatif solidaire e SCO reçoit l'équipe de l'Asso- tion «Rêves», composée de rands joueurs de Ligue 1, Ligue , internationaux et anciens pro- sionnels.
É la place (enfants ou adultes) É le pack famille (2 enfants + adultes)

lléger :
outique officielle SCO 02 41 68 98 40
contacts : reves49@eves.fr
0 67 46 27 47

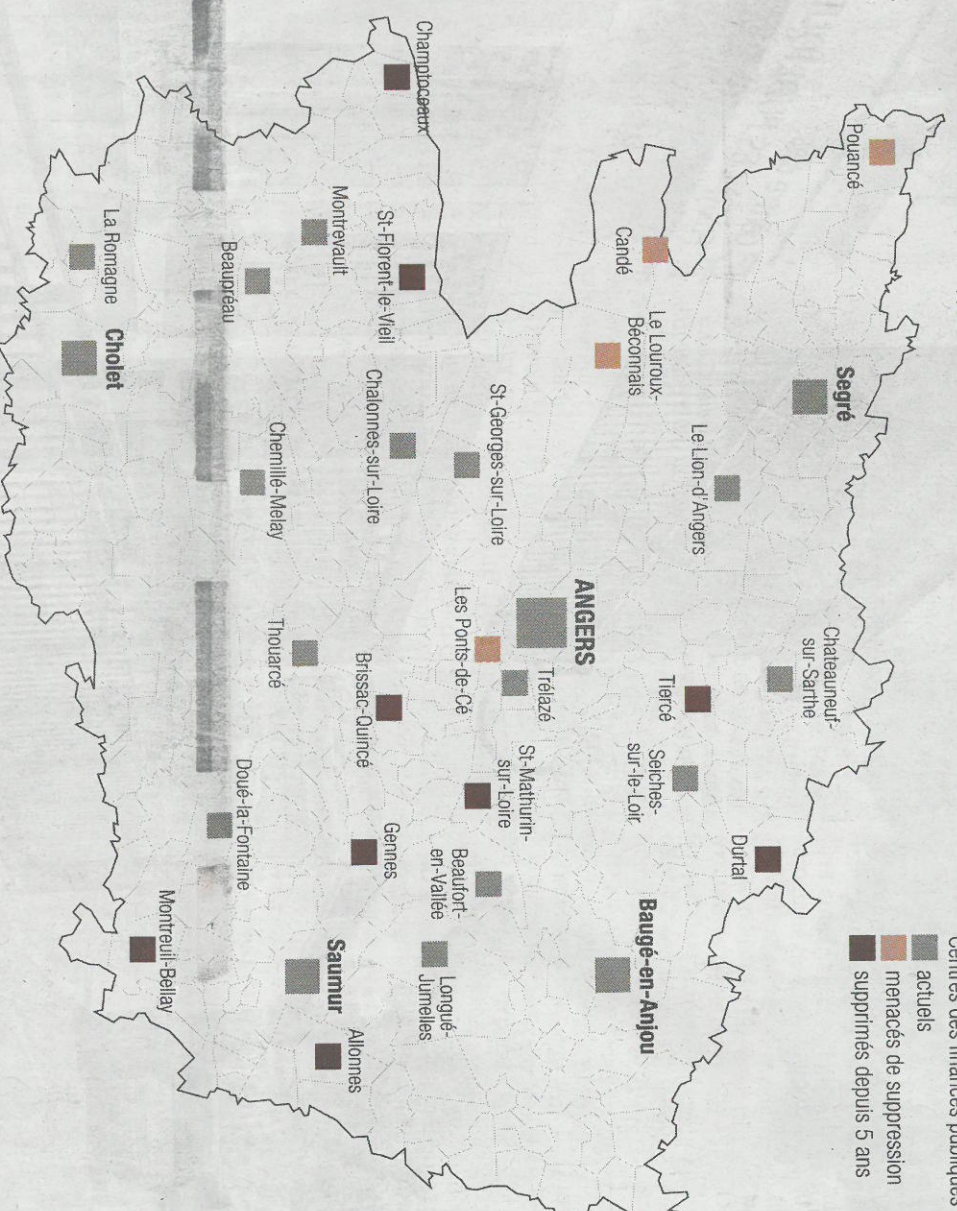


La direction des Finances publiques de Maine-et-Loire souhaite supprimer quatre trésoreries en Anjou et entend réorganiser ses services. Les syndicats critiquent l'abandon du service public en milieu rural.

LE TRÉSOR PUBLIC MENACÉ EN MILIEU RURAL

LES CENTRES DES FINANCES PUBLIQUES DU DÉPARTEMENT

Situation des centres actuels, supprimés ou menacés de suppression



C'est du jamais vu ! Les mots de Christel Lucas sont forts et bien choisis. « C'est une catastrophe pour les usagers domiciliés en milieu rural », insiste le secrétaire départemental de FO DGFIP 49. La direction des Finances publiques de Maine-et-Loire projette de supprimer les trésoreries des Ponts-de-Cé, de Candé, de Pouancé et du Louroux-Béconnais, de fusionner certains centres des impôts avec d'autres. Ces annonces confirment ce que les syndicats redoutaient de longue date : la mise en place du plan de suppression présenté à l'été 2014 par Pierre Mathieu, alors directeur des Finances publiques de Maine-et-Loire.

200 postes supprimés depuis 5 ans en Anjou

Depuis le 2 avril, ce dernier n'occupe plus ce poste (il est remplacé par Marc Béreau), mais Pierre Mathieu est considéré comme le « fossoyeur » des trésoreries en milieu rural. « Le responsable, c'est lui », assure Christel Lucas, même s'il « ne dédouane pas » Marc Béreau, actuel directeur des Finances publiques.

« 200 postes ont été supprimés depuis 5 ans en Maine-et-Loire, martèle Dailia El Mezdari, secrétaire départementale de Solidaires Finances publiques. 22 postes doivent être supprimés dans le département d'ici le 1^{er} septembre 2015. Les Finances publiques sont plus touchées que les autres services de l'État avec deux départs sur trois non remplacés. »

Cette saignée dans les effectifs fait craindre un effet boomerang : l'abandon de ce service public en milieu rural. « Neuf trésoreries ont déjà été supprimées depuis 5 ans », assène-t-elle. Et d'énumérer : « Montreuil-Bellay et Brissac en 2010 ; Saint-Florent-le-Viel, Tiercé et Champocéaux en 2013 ; Saint-Mathurin-sur-Loire et Allonnes en 2014 ; Gennes et Durtal en 2015. » Dans le détail, la trésorerie de

Pouancé serait fusionnée avec celle de Segré, celles de Candé et du Louroux avec Le Lion-d'Angers. Mais attention, c'est là que ça se corse, en habitant du Louroux devra se rendre à Angers pour ses impôts, tandis que la gestion communale, elle, serait déplacée au Lion. Un Candéen devra aller à Segré pour ses impôts, tandis que la gestion communale sera elle aussi confiée au Lion.

« Dans le projet de la direction, les trésoreries de Doué et de Montreault

« Un service maintenu et renforcé »



Photo CD - Laurent COMBET

Les trésoreries des Ponts-de-Cé, Candé, Pouancé et Le Louroux bientôt supprimées ?

La direction des Finances publiques de Maine-et-Loire rappelle « Les contraintes actuelles de l'État » auxquelles « Les Finances publiques n'échappent pas ». Ce plan n'est « qu'un projet ». « Une étude d'impact va être menée en concertation avec les élus, le personnel et les représentants des usagers », apprend-on. « Rien n'est arrêté... Insiste la direction, jusqu'à la mise en œuvre du plan au 1^{er} janvier 2016. » Et d'admettre cependant que « certaines pistes sont déjà sur les rails », sans que nous n'obtenions de précision supplémentaire.

La direction des Finances publiques assure que ce projet de suppressions s'accompagne d'« une réorganisation de l'accueil téléphonique à Angers ». « Il existe un engorgement au niveau des appels entrants, en passe d'être résolu », nous dit-on. « Bercy investit beaucoup dans le contact téléphonique et l'information. Si le service de proximité de l'accueil physique reste une priorité, le maillage du réseau des trésoreries est en réflexion aux Finances publiques. » Et d'assurer : « Avec toutes ces mesures, le service aux usagers maintenu et renforcé ».

pourraient perdre leur gestion communale au profit de Saumur et de Cholet, regrette Dailia El Mezdari. Cela ravive nos craintes sur l'avenir de ces trésoreries à moyen, voire court terme. » « Aux Ponts-de-Cé, l'accueil physique atteint jusqu'à 270 personnes par jour (pic de l'échéance de recouvrement de la taxe habitation 2014), précise le syndicat FO DGFIP 49. En moyenne, 700 à 800 personnes fréquentent le centre par semaine en périodes d'échéances. En période de déclaration (actuellement),

la trésorerie accueille jusqu'à 100 personnes par jour voire plus à l'approche de l'échéance. » Six agents seraient concernés par ce projet de fermeture du plus gros centre de recouvrement de l'impôt du département. La trésorerie des Ponts-de-Cé s'occupe de toutes les communes de la couronne d'Angers jusqu'à Brissac en passant par Saint-Mathurin. Si celle-ci devait disparaître, le canton ne posséderait plus aucun service des Finances publiques.

3 QUESTIONS À Gérard Delaunay

« Je suis inquiet pour le monde rural »

Le Segréen pourrait être durement touché par le projet de suppression de trésoreries. Gérard Delaunay, maire de Candé depuis 2001, conseiller général du canton de Candé pendant trois mandats, s'interroge.

1 Que pensez-vous de ce projet de fermer la trésorerie de Candé ?

« L'État continue à désertifier la campagne ! Le directeur des Finances publiques doit me présenter son projet. J'ai déjà contacté le sous-préfet de Segré et le maire de Pouancé, aussi concernée par ce projet. Nous sommes déterminés à ne pas laisser faire ça. »



Gérard Delaunay, maire de Candé.

2 D'autres services publics sont-ils aussi partis de votre ville ?

« On se pose des questions. Et si demain c'était la gendarmerie... Le milieu rural souffre déjà beaucoup et l'État se désengage. En ville, les opérateurs parlent d'installer la 4G+. Nous, on n'a même pas la 3G ! Le milieu rural devrait avoir les mêmes équipements que la ville. »

3 Est-ce que ces « oubliés » peuvent traduire leur mécontentement ?

« Ça c'est déjà vu aux dernières élections départementales. Quand on regarde le pourcentage de chaque parti, il est facile d'analyser ce ras-le-bol. Je suis très inquiet pour l'avenir du monde rural. »